

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(03)/ST/137
13 septembre 2003

(03-4929)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Cinquième session
Cancún, 10 - 14 septembre 2003

Original: français

RWANDA

Déclaration de S.E. M. Alexandre Lyambabaje
Ministre du commerce, de l'industrie, de la promotion
des investissements, du tourisme et des coopératives

1. Au nom du peuple et du gouvernement rwandais, je voudrais remercier le gouvernement et le peuple mexicains pour l'accueil chaleureux et l'hospitalité dont nous sommes l'objet depuis notre arrivée à Cancún.
2. Cette Conférence de l'Organisation mondiale du commerce a lieu au moment où les inégalités sociales dues à la pauvreté sont de plus en plus sources de conflits et de catastrophes humanitaires. À Doha, ayant pris conscience de cette réalité, les Membres de l'OMC ont jugé utile de décider que le Système commercial multilatéral serait au service du développement. Ce message a été reçu avec beaucoup de soulagement dans de nombreuses capitales, surtout en Afrique et a provoqué un regain d'espoir pour bon nombre de citoyens de la planète, principalement les plus démunis.
3. Mon pays, le Rwanda, tient à féliciter tous les Membres de l'OMC, surtout les pays industrialisés qui ont accepté de renoncer aux intérêts financiers et facilité ainsi aux populations des pays en développement l'accès aux médicaments dont ils ont le plus besoin. Une fois de plus, les humains ont fait preuve de compréhension, de flexibilité, de solidarité, bref d'humanité.
4. Ce résultat, si important soit-il, ne doit pas nous faire oublier que nous avons devant nous d'autres défis à relever, et si possible ici à Cancún. En effet, il ne sert à rien de soigner un malade s'il doit mourir de faim le lendemain. La santé et l'éducation sont indispensables, le développement économique est vital. C'est pourquoi un rendez-vous manqué dans les négociations sur l'agriculture constitue un sujet de grande préoccupation pour de nombreuses délégations ici présentes.
5. Les producteurs agricoles dans les pays développés exigent toujours des subventions et des protections de leurs gouvernements et leurs gouvernement respectifs sont, du moins jusqu'à aujourd'hui, favorables à cette demande. Au même moment, les producteurs de café rwandais et les planteurs de coton maliens doivent faire face tout seuls aux lois du marché, sans protection aucune. Il y a lieu de se demander si ceux qui sont à l'origine de cette situation en Afrique étaient convaincus du bien-fondé de leur démarche ou si simplement ils se sont servis des citoyens les plus nécessiteux de la planète comme de cobayes, afin de mieux tester les effets de la libéralisation des échanges dans le domaine agricole. Dans un cas comme dans l'autre, le résultat sur le terrain en Afrique est catastrophique, la misère devient insupportable dans les campagnes et le désespoir est grandissant.
6. Mon pays, le Rwanda, renaît de ses cendres et jouit aujourd'hui d'une paix et d'une sécurité totale, neuf ans seulement après le génocide de 1994. Un président de la république démocratiquement élu a prêté serment hier et un parlement élu au suffrage universel sera en place en octobre prochain. Ainsi, la bonne gouvernance et la démocratie deviennent désormais des piliers de la gestion de notre pays, servant ainsi de base aux projets de développement économique durable: un

développement économique basé sur l'intégration du Rwanda dans le système commercial multilatéral.

7. Cependant, si la communauté internationale ne se mobilise pas pour mettre en place un partenariat économique plus juste et plus équitable, lequel partenariat garantirait la croissance économique et la création d'emplois pour nos peuples, tous les efforts déployés auront été vains. La délégation du Rwanda voudrait réitérer sa demande à l'endroit des pays développés de s'engager résolument à supprimer tous les subsides à l'exportation ainsi que toutes les barrières au commerce. La délégation demande également aux pays en voie de développement de consentir les sacrifices nécessaires afin de promouvoir et de développer le commerce Sud-Sud.

8. Quant au commerce des services, le Rwanda est plus que convaincu de son importance dans le développement économique de nos pays respectifs. Néanmoins, seuls ceux qui peuvent circuler librement et rapidement vont pleinement tirer le maximum de profits de ce commerce. Dans un contexte où les riches ont de plus en plus peur de leurs voisins moins nantis, dans un monde où les uns n'ont pas besoin de visa alors que les autres n'y ont pas accès, comment pouvons-nous dire que ces derniers vont aussi bénéficier de ce commerce? Marginalement oui, pleinement non! C'est pourquoi ma délégation reste persuadée que lors des négociations sur le commerce des services, la liberté de circulation des personnes doit être garantie, en ayant à l'esprit l'éradication de toute discrimination arbitraire.

9. Sur ce, M. le Président, permettez-moi de conclure en formulant le vœu que cette Conférence soit couronnée de succès: un succès caractérisé par un engagement renouvelé et réel de contribuer à

-